



71^E SESSION DU CONSEIL NORDIQUE

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ACTIVITÉ

Coopération
Stockholm (Suède)
29 au 31 octobre 2019

DÉLÉGATION QUÉBÉCOISE

- M. Richard Campeau (Bourget)
- M. Gregory Kelley (Jacques-Cartier)
- Conseillère en relations internationales et interparlementaires

CONTEXTE

Créé en 1952, le Conseil nordique est l'organe officiel de coopération interparlementaire entre l'Islande, le Danemark, la Norvège, la Suède et la Finlande. Il est composé de 87 membres élus provenant de ces parlements ainsi que de ceux des territoires autonomes des îles Féroé, du Groenland et d'Åland. Les représentants, tous des parlementaires dans leur pays d'origine, sont élus par les parlements nationaux. L'élection au Conseil nordique est donc indirecte.

Le gouvernement du Québec a signé, en 2013, une entente de collaboration avec le Conseil nordique de ministres (CNM). Il a également reçu en 2015, à Québec, le Symposium sur le développement nordique lors duquel il a signé une lettre d'intention visant à renforcer la coopération en matière de développement septentrional.

La première participation de l'ANQ remonte à octobre 2017. Elle a été invitée à participer, à titre d'observatrice, à la 71^e Session de cette organisation, qui se tenait à Stockholm.

OBJECTIFS ET RÉSULTATS

Se familiariser avec le **fonctionnement du Conseil nordique** et avec les **enjeux actuels** des pays septentrionaux, notamment en matière de coopération.

- Les parlementaires québécois ont assisté aux travaux de la plénière du Conseil nordique, qui portaient majoritairement sur la crise climatique. Ils ont notamment entendu les premiers ministres de chaque État membre ou leur représentant sur cet enjeu prioritaire. La première ministre du Danemark, M^{me} Mette Frederiksen, a particulièrement insisté sur l'importance, pour les pays nordiques, de mettre la crise climatique au premier plan de l'agenda politique dans la perspective de garantir l'avenir de la démocratie. Le premier ministre de la Finlande, M. Antti Rinne, a quant à lui insisté sur le fait que les parlementaires des pays de la région arctique doivent écouter les messages de la jeunesse et faire preuve d'initiative, de créativité et d'ouverture pour trouver des solutions structurelles à cette crise.
- Les représentants de l'ANQ en ont appris davantage sur les enjeux de la coopération dans les pays septentrionaux, plus particulièrement sur le nord durable, les zones d'échanges économiques et les enjeux militaires et sécuritaires.
- Étudiée par le comité de la croissance et du développement, la thématique du la création d'une grappe de tourisme durable en Arctique a particulièrement suscité l'intérêt des parlementaires québécois. La [résolution](#) adoptée encourage le Conseil nordique des ministres à initier une coopération spéciale dans le domaine du tourisme nordique, de soutenir l'échange de connaissances sur le tourisme durable et de lancer des enquêtes sur les meilleures pratiques pour le tourisme dans l'Arctique.
- D'autres enjeux significatifs ont été au cœur des débats : l'égalité entre les genres, les affaires étrangères – notamment les questions européennes et liées à l'Arctique –, la défense, la croissance et le développement d'une région nordique durable.
- En assistant à l'ensemble des travaux et par diverses rencontres, les parlementaires québécois se sont familiarisés avec le fonctionnement du Conseil nordique, différent de celui des organisations interparlementaires auxquelles l'ANQ participe habituellement.

Identifier les **thèmes porteurs** pour lesquels le Québec détient une expertise et pour lesquels une coopération accrue pourrait être mise en place avec les pays nordiques.

- Les parlementaires québécois ont constaté une grande proximité entre les enjeux rencontrés par les pays nordiques et ceux vécus au Québec. Le thème central de cette Session du Conseil nordique, la crise climatique et l'urgence d'agir pour la contrer, a été porteur d'intérêt tant pour les parlementaires des pays participants que pour ceux du Québec. En effet, les défis liés à la réduction des gaz à effet de serre se posent mondialement. Le Québec, tout comme les pays arctiques, a développé des solutions diverses pour y répondre. Plus particulièrement, les solutions adoptées en transport seraient intéressantes à partager et à découvrir. De surcroît, un partage plus approfondi sur cette thématique a été considéré comme étant prioritaire par les parlementaires septentrionaux rencontrés.
- Des échanges plus approfondis sur les questions d'éducation à la démocratie et de participation citoyenne, d'égalité entre les genres, ainsi que de relation avec les autochtones pourraient également être envisagés. Ces thématiques pourraient être abordées dans une perspective de partage des bonnes pratiques et de recherche de solutions novatrices pour les parlementaires québécois.

Faire rayonner l'expertise de l'ANQ en matière de **coopération interparlementaire**.

- À l'occasion du point dédié à la coopération internationale, un député québécois a présenté les différentes actions de l'ANQ en matière de coopération interparlementaire. Il a également partagé les innovations de l'Assemblée nationale en matière de participation citoyenne et d'éducation à la démocratie, suscitant de l'intérêt auprès du Conseil nordique des jeunes.

Développer un **réseau de contacts** avec des parlementaires des différents pays nordiques et établir des liens avec les parlements de ces pays en vue d'une coopération plus étroite avec l'ANQ.

- Les représentants de l'Assemblée nationale du Québec ont échangé avec le président sortant du Conseil nordique et député suédois, M. Hans Wallmark, sur le fonctionnement de l'institution et sur les relations entre les pays de la zone arctique.
- Les parlementaires québécois ont également pu échanger avec la présidente de la délégation islandaise et la présidente élue du Conseil nordique pour 2020, M^{me} Silja Dögg Gunnarsdóttir. Cette dernière a **invité l'ANQ à participer à la prochaine session du Conseil nordique, en octobre 2020**.
- Une rencontre avec le président du Comité pour une région nordique durable, M. Ketil Kjenseth, député norvégien, et d'autres membres a été l'occasion pour

les parlementaires québécois d'en apprendre davantage sur la mécanique du fonctionnement des comités du Conseil nordique. Ils ont également partagé leurs préoccupations communes par rapport à la crise climatique.

- Les participants québécois ont également rencontré le président du Conseil nordique des jeunes, M. Nicholas Kujala. Ce forum inédit, regroupant des membres des ailes jeunesse des partis politiques des pays de la région, fait formellement partie du Conseil nordique depuis les années 1960. Les jeunes peuvent intervenir directement dans les comités du Conseil nordique, tandis que leur président peut prendre parole au nom de la jeunesse en plénière. Cette rencontre a été l'occasion, pour les parlementaires du Québec, d'en apprendre davantage sur la mobilisation de la jeunesse dans les pays nordiques.

AUTRES RÉSULTATS

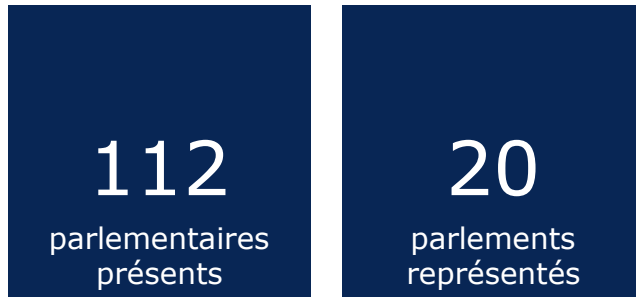
Une rencontre a été organisée entre les parlementaires québécois et trois représentants de la **Swedish Environmental Protection Agency**. Cette agence exerce un rôle-conseil sur les questions environnementales auprès du gouvernement suédois et des instances de gouvernance régionale et municipale.

Les intervenants ont présenté le cadre européen dans lequel la Suède s'inscrit en matière d'objectifs de lutte contre les changements climatiques. Ils ont également mis de l'avant les solutions entreprises par le gouvernement suédois pour atteindre ses objectifs. Leurs principaux défis sont la réduction des gaz à effet de serre dans les domaines de l'agriculture, des transports et de l'industrie. Des solutions novatrices ont été trouvées concernant l'électrification des transports. En plus d'investir dans la recherche et le développement – notamment dans la recherche d'alternatives aux biocarburants –, la Suède a implanté un système de taxation progressive pour permettre aux entreprises qui ne sont pas soumises au système européen d'échange de droit d'émission afin qu'elles puissent s'adapter sans perdre leur compétitivité, de bonus-malus et de taxes différenciées en fonction du type de véhicules.

La rencontre a aussi été l'occasion d'échanger sur la mobilisation des citoyennes et des citoyens sur les questions environnementales. En Suède, cette mobilisation est très élevée : 98 % des Suédoises et des Suédois croient qu'il faut protéger la nature. Cela s'explique notamment par le fait que les enjeux environnementaux font partie du cursus scolaire, et ce, dès le plus jeune âge des enfants.

Les parlementaires ont également présenté les enjeux du Québec en matière de lutte contre les changements climatiques, de même que les avancées québécoises. Ultiment, cette rencontre a permis aux élus de s'enquérir des bonnes pratiques des pays nordiques en matière de développement durable et d'environnement.

STATISTIQUES



SUIVIS

Le Québec sera invité à participer à la 72^e Session du Conseil nordique. Une coopération plus approfondie avec cette organisation pourrait être discutée à l'occasion de cette rencontre.

DÉPENSES

M. RICHARD CAMPEAU (BOURGET)

Transport	2 964,80 \$
Repas	558,47 \$
Hébergement	531,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	238,20 \$

Sous-total	4 293,27 \$
-------------------	--------------------

M. GREGORY KELLEY (JACQUES-CARTIER)

Transport	1 639,80 \$
Repas	513,36 \$
Hébergement	531,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	238,20 \$

Sous-total	2 923,16 \$
-------------------	--------------------

CONSEILLER EN RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES ET INTERNATIONALES

Transport	2 110,62 \$
Repas	573,31 \$
Hébergement	531,80 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	238,20 \$

Sous-total	3 453,93 \$
-------------------	--------------------

SOUS-TOTAUX GLOBAUX

Transports	6 715,22 \$
Repas	1 645,14 \$
Hébergement	1 595,40 \$
Frais d'inscription	0 \$
Divers	714,60 \$
Autres frais	0 \$
TOTAL	10 670,36 \$

Ce rapport a été approuvé par les participants.